États-Unis : en Arizona, le gouverneur républicain érige un mur de conteneurs pour sécuriser la frontière sud contre “l’invasion d’innombrables migrants”

12/12/2022 à 23h25



Avant de quitter son poste, en janvier 2023, le gouverneur républicain de l’Arizona, Doug Ducey, tente de colmater par tous les moyens les brèches du mur frontalier érigé sous le mandat de Donald Trump à la frontière entre les États-Unis et le Mexique pour lutter contre l’immigration clandestine.

Une *“nouvelle clôture improvisée est en train d’être érigée illégalement à la frontière entre l’Arizona et le Mexique par le gouverneur républicain de l’État, Doug Ducey, avant que celui-ci ne passe la main à sa successeure, la démocrate Katie Hobbs”*, élue nouvelle gouverneure de l’Arizona lors des élections de mi-mandat du 8 novembre et qui prendra ses fonctions le 2 janvier 2023, rapporte le quotidien **The Guardian**.

Ce projet de colmater les brèches du mur frontalier érigé sous le mandat de Donald Trump par un alignement de conteneurs de

marchandises empilés sur deux étages est très controversé, car il empiète sur des terres fédérales et des parcs naturels forestiers, souligne le quotidien britannique. Le *Guardian* indique que le gouverneur républicain Doug Ducey a pris un décret exécutif au mois d'août dernier pour commencer ce chantier dans la région de Yuma, avant d'élargir les travaux à d'autres sections de la frontière entre l'Arizona et le Mexique.

Alors que son projet rencontre une forte opposition de la part du gouvernement fédéral, de nombreuses organisations de défense de l'environnement et des tribus amérindiennes, le gouverneur républicain a engagé une action judiciaire, en octobre, afin de plaider que les terres frontalières appartenant notamment à la Roosevelt Reservation [qui s'étend sur trois États américains le long de la frontière sud] ne sont pas la propriété de l'État fédéral mais bien celle de l'État de l'Arizona, et que celui-ci jouit d'un droit constitutionnel à se protéger contre ce que Doug Ducey a qualifié d'*"invasion d'innombrables migrants"* qui s'accompagne d'une hausse *"du trafic de drogue, de la criminalité et des problèmes humanitaires".*

(…) Courrier International